

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Carrière/Eolien/Mine après mine
89 rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 19/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CMSE

lieux-dits "Bas Mas Rouge" "Grange Paul Gros" "Le Clapas"
30670 AIGUES VIVES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2022 dans la carrière CMSE implantée aux lieux-dits "Bas Mas Rouge" "Grange Paul Gros" "Le Clapas" 30670 AIGUES VIVES. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée à la suite de la déclaration dans l'application GEREP des prélèvements d'eau pour l'année 2021 et dans le contexte actuel d'alerte sécheresse qui conduit à mettre en oeuvre des mesures de réduction des consommations d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE
- Bas Mas Rouge - Grange Paul Gros - Le Clapas 30670 AIGUES VIVES
- Code AIOT dans GUN : 0006600407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière d'Aigues Vives est une carrière alluvionnaire qui extrait des matériaux situés sous la nappe affleurante dans cette zone. Elle dispose d'une autorisation reconduite par arrêté préfectoral n°20-016N du 30 juin 2020 qui prévoit un niveau de prélèvement au niveau de la nappe (dans le lac réaménagé) limitée à 40 000 m³/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et consommation de l'eau de la nappe

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que le niveau de prélèvement et consommation de l'eau n'est pas précisément connu compte tenu du circuit de l'eau sur la carrière. En effet, l'exploitant prélève dans un bassin dédié puis en retourne une partie après son utilisation sur la carrière, faisant ainsi un circuit fermé pour la consommation d'eau. Le volume prélevé dans un milieu qui diffère de celui autorisé dans l'arrêté préfectoral est effectivement connu et dépasse notablement le niveau autorisé. La quantité d'eau rejetée dans ce bassin n'est en revanche pas connue. Il importe donc d'une part que le carrier porte officiellement à la connaissance la modification du point de prélèvement et l'extension du volume de prélèvement des eaux réalisé conformément aux dispositions de l'article R.181-45 accompagné de l'ensemble des éléments d'appréciation.

D'autre part, il importe de vérifier la connexité du bassin utilisé pour le prélèvement, avec le lac réaménagé limitrophe dans lequel les prélèvements sont normalement prévus par l'arrêté, voire la connexité avec une autre masse d'eau à déterminer. En effet, l'origine des eaux prélevés doit pouvoir être identifiée, notamment si elles proviennent de la nappe affleurante formant le lac réaménagé, pour évaluer les incidences éventuelles sur la ressource en eau et notamment calibrer les mesures à prévoir en cas d'épisode de sécheresse au regard des niveaux de consommation de l'eau engendrés par l'activité de la carrière.

Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de déclarer les modifications associées au prélèvement d'eau via un porter à connaissance. Afin de disposer des éléments d'appréciation pertinents il est également demandé la fourniture d'une étude hydrogéologique, permettant de déterminer:

- avec précision la provenance et circulation de l'eau au sein de la carrière,
- ses connexités avec les nappes souterraines,
- les impacts quantitatifs du prélèvement sur la ressource en eau et leur soutenabilité,
- les impacts qualitatifs du rejet des eaux dans le milieu de prélèvement après usage sur la carrière,
- le positionnement administratif de ce prélèvement et rejet de titre de la nomenclature IOTA.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements autorisés
Prescription contrôlée : Les eaux de lavage sont prélevées au niveau d'un pompage dans le lac réaménagé, dont le débit peut atteindre jusqu'à 20 m3/h si nécessaire et la consommation annuelle est d'environ 40 000 m ³ . Les eaux d'arrosage sont prélevées au moyen d'un forage, implanté dans les berges du même plan d'eau. La capacité nominale maximale de ce forage est de 3,6 m3/h, la consommation annuelle d'environ 1 000 m3/an. Les eaux de l'aire étanche (lavage des engins et eaux pluviales) sont confinées au niveau de l'aire étanche et traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Celui-ci est contrôlé régulièrement et si nécessaire vidangé. L'eau potable est mise à disposition du personnel par le biais de fontaines à eau ou de bouteilles en quantité suffisante.
Constats : L'exploitant réalise des prélèvements dans un bassin spécifiquement adapté à sa consommation en eau. Le point de prélèvement n'est pas conforme à celui prévu dans l'arrêté préfectoral. Il mesure la quantité d'eau prélevée dans ce bassin (valeur déclarée en 2021 de 245 116 m3). L'eau utilisée sert aux opérations nécessaires du processus de lavage et d'arrosage puis la partie récupérée est renvoyée dans le bassin. De ce fait, la consommation réelle d'eau n'est pas mesurée. Néanmoins les volumes bruts prélevés sont très supérieurs à la consommation annuelle autorisée. En conséquence, les prélèvements d'eau réalisés par le carrier ne sont pas conformes aux dispositions fixées à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°20-016N. L'exploitant doit donc solliciter une modification des conditions de prélèvement d'eau de son activité au travers d'un rapport à connaissance comportant l'ensemble des éléments d'appréciation qui doivent s'appuyer sur une étude hydrogéologique relative à la détermination de l'origine des eaux prélevées (notamment l'absence ou non de connexion du bassin utilisé avec la nappe affleurante) et accompagnée de l'évaluation des impacts qualitatifs et quantitatifs associés.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription